



---

# EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

---

## **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**30 JUIN 2014**

<u>Sommaire :</u>	<u>page</u>
Rapport semestriel d'activité	3
Comptes consolidés semestriels	9
• Etats financiers consolidés	10
• Notes annexes aux comptes consolidés semestriels	27
Attestation du rapport financier semestriel	45
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	46

## **Conseil d'administration**

François NUSSE, Président Directeur Général  
Président du Directoire des Ets Charles NUSSE  
Président d'Exacompta

Dominique DARIDAN

Charles NUSSE  
Président d'Exaclair Ltd (GB)  
Gérant d'Ernst Stadelmann (AT)  
Cogérant d'Exaclair GmbH (DE)

Christine NUSSE  
Présidente du Conseil de surveillance des Ets Charles NUSSE  
Présidente d'Exaclair Inc. (USA)

Frédéric NUSSE  
Président des Papeteries de Clairefontaine  
Président de Papeterie de Mandeuve  
Président d'Everbal

Guillaume NUSSE  
Président de Clairefontaine Rhodia  
Président de Madly  
Gérant de Publiday Multidia (MA)

Jean-Claude Gilles NUSSE, Directeur Général Délégué  
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE  
Gérant de AFA

Jean-Marie NUSSE, Directeur Général Délégué  
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Jérôme NUSSE  
Président des Editions Quo Vadis

Monique PRISSARD, représentant permanent des Ets Charles NUSSE  
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

## **Commissaires aux comptes**

BATT AUDIT, 54500 Vandœuvre-lès-Nancy  
Mme Jehanne GARRAIT

SEREC AUDIT, 75015 Paris  
M. Dominique GAYNO

Mesdames, Messieurs,

## 1. EXAMEN ET ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES

Comptes consolidés – K€	1 <sup>er</sup> semestre 2014	1 <sup>er</sup> semestre 2013
Produit des activités ordinaires (chiffre d'affaires)	265 549	254 128
Résultat opérationnel	1 734	-1 729
Résultat net avant I.S	1 980	-1 980
Résultat net après I.S	751	-2 061
dont Part des minoritaires	-9	-1
Part du groupe	760	-2 060

Les résultats comparatifs du 30 juin 2013 ont été modifiés suite aux amendements apportés à la norme IAS 19 – *Avantages du personnel*. Le résultat net consolidé ressort à -2 061 K€ contre -1 851 K€ montant initialement publié au rapport financier semestriel 2013, soit une diminution de 210 K€

Le résultat consolidé tient compte d'une dépréciation de goodwill pour 2 Millions d'€uros.

Le périmètre d'activités s'est accru de la société Photoweb dont 75 % des actions ont été acquises à la fin du mois de janvier dernier. A périmètre constant, le chiffre d'affaires consolidé a enregistré une hausse de 1,8 %.

Le cash flow consolidé du Groupe Exacompta Clairefontaine s'élève à 17 626 K€ au 30 juin 2014 contre 11 352 K€ au 30 juin 2013.

### 1.1 SECTEUR PAPIER

Après plusieurs années de net recul, la consommation européenne de papiers d'impression et d'écriture semble avoir progressé de 2 % d'un premier semestre à l'autre (source Eurograph). Cette conjoncture ainsi que nos efforts qualitatifs et commerciaux ont permis une pleine production de nos machines à papiers.

Le relatif repli du prix des pâtes à base de fibres courtes a également contribué à l'amélioration des résultats.

### 1.2 SECTEUR TRANSFORMATION

Les mois de mai et juin ayant été en net retrait, le marché français des articles de papeterie baisse encore de plus de 2 % par rapport au premier semestre 2013 (source I+C). Mais pour certaines familles de produits, comme celle des articles de classement, une meilleure adéquation entre l'offre et la demande a eu des résultats positifs.

Cette conjoncture nous a incités à poursuivre nos efforts de productivité et de diversification. Nous rappelons que le premier semestre n'est pas significatif pour ce secteur de notre groupe qui est affecté par des phénomènes de saisonnalité importants.

### **1.3 SITUATION FINANCIERE ET ENDETTEMENT**

Au 30 juin 2014, pour un chiffre d'affaires de 265 549 K€, l'endettement financier du Groupe s'élève à 116 747 K€ et les capitaux propres à 369 802 K€.

Le Groupe Exacompta Clairefontaine a négocié des lignes de crédit avec ses partenaires bancaires pour un montant total de 117 000 K€. Ces lignes étaient utilisées pour 15 000 K€ au 30 juin 2014. Le Groupe a également émis un montant total de 80 000 K€ de billets de trésorerie à la clôture du 1<sup>er</sup> semestre.

Le Groupe dispose d'une trésorerie de 55 870 K€ au 30 juin 2014, son endettement net s'élève à 60 877 K€.

### **1.4 AUTRES POINTS**

Pour EXACOMPTA CLAIREFONTAINE, en tant que société mère du Groupe, il n'existe aucun programme de rachat d'actions et il n'y a pas d'actionnariat salarié.

L'actionnaire principal, Etablissements Charles NUSSE, possède 910 395 actions à droit de vote double, soit 80,46 % du capital social au 30 juin 2014. La société Financière de l'Echiquier, actionnaire minoritaire, détient plus de 5 %.

## **2. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

Les sociétés du Groupe participent à différents programmes de recherche en relation avec le Centre Technique du Papier de Grenoble et différents laboratoires d'Universités. Les projets de développement sont essentiellement axés sur les gammes de produits.

## **3. RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE**

Le rapport RSE concernant l'exercice 2013 a été diffusé avant la tenue de l'Assemblée Générale du groupe Exacompta Clairefontaine du 27 mai 2014. Il présente les données relatives à la gestion sociale du Groupe, à notre politique environnementale et des indicateurs sociétaux. Le rapport RSE a été certifié par Bureau Veritas. Toutes les données sont régulièrement tenues à jour et sont publiées annuellement.

Les informations données ci-dessous ne sont que des compléments d'actualité de ce rapport.

### **3.1 INFORMATIONS SOCIALES**

#### **↳ Effectif**

L'effectif total du Groupe Exacompta Clairefontaine était de 3 229 personnes au 30 juin 2014 contre 3 143 au 30 juin 2013. Cet effectif tient compte de l'entrée de Photoweb dans le groupe avec 135 personnes.

Les sociétés appliquent à titre principal la convention collective de la production des papiers cartons et celluloses, ou celle du cartonnage.

## ☞ Comité de groupe

Le comité de groupe réuni le 11 juin 2014 a commenté l'activité ainsi que les perspectives économiques et sociales.

## 3.2 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

### ☞ Suivi des émissions brutes de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) des sites papetiers français du groupe

Le système d'échange de quotas d'émission de CO<sub>2</sub> est dans sa troisième période d'activité, laquelle s'étendra de 2013 à 2020.

La Commission Européenne a publié un projet de décision dans lequel la production de pâte, de papier et de carton reste une activité soumise au risque de fuite de carbone pour la période 2015-2019.

Ce résultat très positif, signifie concrètement que l'industrie papetière continuera à obtenir des quotas gratuits au-delà de 2015.

Site	Emissions de CO <sub>2</sub> (tonnes)		Evolution
	1 <sup>er</sup> semestre 2014	1 <sup>er</sup> semestre 2013	
CLAIREFONTAINE	42 224	40 920	↑ 3,2 %
MANDEURE	4 967	4 946	↑ 0,4 %
EVERBAL	320	2 724	↓ 88,3 %
<b>Total</b>	<b>47 511</b>	<b>48 590</b>	<b>↓ 2,2 %</b>

Les consommations de combustibles ont augmenté et les émissions de CO<sub>2</sub> de Clairefontaine et Mandeure sont donc en légère hausse.

Avec la mise en service d'une seconde chaudière biomasse courant 2013, Everbal réduit encore ses émissions de CO<sub>2</sub> d'origine fossile pour arriver à une valeur proche de zéro.

Site	Production Brute (tonnes)		Evolution
	1 <sup>er</sup> semestre 2014	1 <sup>er</sup> semestre 2013	
CLAIREFONTAINE	98 729	94 077	↑ 4,9 %
MANDEURE	18 820	18 298	↑ 2,9 %
EVERBAL	21 953	21 170	↑ 3,7 %
<b>Total</b>	<b>139 502</b>	<b>133 545</b>	<b>↑ 4,5 %</b>

L'activité a été légèrement plus soutenue sur le premier semestre 2014 que sur la même période de 2013.

### ☞ Evolution de la réglementation environnementale

Les valeurs limites d'émission des sites industriels ne doivent pas excéder les niveaux d'émission associés aux meilleures technologies disponibles (MTD) définies dans les BREF (Best available techniques REferences document) de chaque secteur d'activité.

Les conclusions du BREF papetier, adoptées par les Etats membres le 6 mai dernier, vont prochainement être publiées au journal Officiel de l'Union Européenne. Dans les quatre ans qui suivront la publication de ce document, les pouvoirs publics procéderont à la révision de tous les arrêtés préfectoraux d'autorisation des sites papetiers dont la production est supérieure à 20 t/jour.

### ↳ **Audit énergétique**

Un audit énergétique est désormais obligatoire tous les quatre ans pour les entreprises dont le total de bilan, le chiffre d'affaires ou les effectifs excèdent certains seuils.

Le décret du 4 décembre 2013 précise qu'une entreprise est concernée si pour les deux exercices comptables consécutifs précédant la date d'obligation d'audit :

- soit son effectif excède 250 personnes,
- soit son chiffre d'affaires annuel excède 50 millions d'euros ou son total de bilan excède 43 millions d'euros.

La directive européenne du 25 octobre 2012 définit l'audit énergétique comme « une procédure systématique visant à acquérir une connaissance adéquate des caractéristiques de consommation énergétique d'un bâtiment ou d'un groupe de bâtiments, d'une activité ou d'une installation industrielle ou commerciale ou de services privés ou publics, de déterminer et de quantifier les économies d'énergie qui peuvent être réalisées d'une façon rentable, et de rendre compte des résultats ».

L'objectif est donc d'inciter les plus grandes entreprises à mettre en place des actions permettant de réaliser des économies d'énergie et plus largement, de permettre à l'Union Européenne d'accroître son efficacité énergétique de 20 % d'ici à 2020.

Le premier audit doit être établi au plus tard le 5 décembre 2015.

### ↳ **Contribution Ecofolio**

Papeteries de Clairefontaine acquitte déjà annuellement une contribution de près de 1,6 millions d'€uros au titre de la Responsabilité Elargie du Producteur (REP) sur les ramettes et enveloppes. Il serait envisagé d'étendre cette REP aux cahiers et registres. Le groupe Exacompta Clairefontaine y est résolument opposé.

## **3.3 INFORMATIONS SOCIETALES**

Papeteries de Clairefontaine soutient l'association MEROCEANS.

Entamée de Brest le 28 novembre 2013, la campagne OceanoScientific – Mission Atlantique 2013 – 2014, menée sur le navire à voile d'observation scientifique de l'environnement (NAVOSE) de seize mètres aux couleurs de l'association MEROCEANS, s'est achevée à Monaco le 26 avril 2014.

Outre les tests de l'OceanoScientific System (OSC System) Version 3.0, un matériel unique au monde de collecte de données de dix paramètres scientifiques de qualité à l'interface océan – atmosphère, cette expédition de 10 000 milles nautiques (18 250 km) a permis de déployer des instruments scientifiques dérivants selon les directives du JCOMMOPS, une agence de l'UNESCO.

Cette campagne réalisée en quatre parties est concluante et permet d'envisager désormais des expéditions plus ambitieuses, dans des zones océaniques peu ou pas explorées.

## **4. PERSPECTIVES**

### **4.1 PERSPECTIVES GENERALES**

La demande en papiers devrait être moins forte dans les mois qui viennent ce qui pourrait diminuer la charge des machines à papiers. Le prix moyen des pâtes achetées resterait en retrait.

Les premiers résultats du troisième trimestre semblent indiquer un bon positionnement de nos marques pour la rentrée des classes, mais des volumes en légère baisse.

Nous prévoyons pour l'ensemble de l'exercice un résultat net, avant dépréciation de goodwill (2 Millions d'€uros au 1<sup>er</sup> semestre), voisin de celui de l'exercice 2013 qui était de 4,3 Millions d'€uros.

### **4.2 RISQUES ET INCERTITUDES**

De par ses activités, le groupe est exposé à différentes natures de risques comme à un certain nombre d'incertitudes. Ceci est développé dans le rapport diffusé auprès des actionnaires avant l'Assemblée générale ordinaire du 27 mai 2014. Les informations données ci-dessous ne sont que des compléments d'actualité de ce rapport.

#### ➤ Risques liés à l'activité économique

La baisse du prix des pâtes à papier, essentiellement dans les fibres courtes, se trouverait réduite si le mouvement de hausse de l'US Dollar vis-à-vis de l'€uro se poursuivait. Nous continuons notre politique de couverture à terme de nos besoins en Dollars.

L'incertitude économique qui pèse actuellement sur la France et une partie de l'Europe pourrait amplifier la baisse de consommation des papiers et articles de papeterie.

#### ➤ Risques financiers

Pour ne pas dépendre uniquement des financements à court terme, même si ceux-ci sont à des taux très intéressants, le groupe a conclu cinq emprunts entre 5 et 10 ans pour un total de 26 millions d'€uros en juillet 2014.

#### ➤ Risques de crédit

Depuis le début de l'année 2014, le groupe n'a pas enregistré de défaillance majeure dans les règlements de ses clients.



# Exacompta Clairefontaine S.A.

Comptes consolidés au  
30 juin 2014

## Comptes consolidés semestriels

- Etats financiers consolidés 10
- Notes annexes aux comptes consolidés semestriels 27

## Bilan consolidé

en K€	30/06/2014	31/12/2013	Notes
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>270 375</b>	<b>240 838</b>	
Immobilisations incorporelles	13 740	14 172	(2.1.4)
Immobilisations incorporelles – Goodwills	32 233	10 550	(2.1.4)
Immobilisations corporelles	218 392	212 668	(2.1.5)
Actifs financiers	5 112	2 871	(2.1.6)
Impôts différés	898	577	(2.4)
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>382 933</b>	<b>332 807</b>	
Stocks	178 042	164 232	(2.2.1)
Créances clients et autres créances	143 771	105 315	(2.2.2)
Acomptes versés	1 828	1 941	
Créances d'impôt	3 422	3 009	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	55 870	58 310	(2.2.3)
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>653 308</b>	<b>573 645</b>	

<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>369 802</b>	<b>367 270</b>	
Capital	4 526	4 526	
Réserves liées au capital	232 854	256 321	
Réserves consolidées	130 584	103 489	
Ecart de conversion	-1 170	-1 389	
Résultat - part du groupe	760	4 277	
<b>Capitaux propres – part du groupe</b>	<b>367 554</b>	<b>367 224</b>	
Intérêts minoritaires	2 248	46	
<b>DETTES NON COURANTES</b>	<b>56 661</b>	<b>50 212</b>	
Dettes portant intérêt	8 553	2 809	(2.6)
Impôts différés	29 976	29 790	(2.4)
Provisions	18 132	17 613	(2.5)
<b>DETTES COURANTES</b>	<b>226 845</b>	<b>156 163</b>	
Dettes fournisseurs	56 250	47 024	
Partie à court terme des dettes portant intérêt	108 194	58 080	(2.6)
Provisions	3 913	3 277	(2.5)
Autres dettes	58 488	47 782	(2.8)
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>	<b>653 308</b>	<b>573 645</b>	

## Compte de résultat consolidé

en K€	30/06/2014	30/06/2013	Notes
Produits des activités ordinaires	265 549	254 128	
- Ventes de produits	262 961	250 696	
- Ventes de services	2 858	3 432	
Autres produits opérationnels	2 679	2 562	
- Reprises d'amortissements		76	(2.1.4, 2.1.5)
- Subventions	4	9	
- Autres produits	2 675	2 477	
Variation de stocks de produits finis et de travaux en-cours	14 937	18 294	(2.2.1)
Production immobilisée	259	151	
Marchandises et matières consommées	-136 224	-135 817	(2.2.1)
Charges externes	-44 880	-43 021	
Frais de personnel	-75 322	-75 241	(2.11)
Impôts et taxes	-5 908	-6 299	
Dotations aux amortissements	-13 578	-12 637	(2.1.4, 2.1.5)
Autres charges opérationnelles	-3 778	-3 849	
<b>RESULTAT OPERATIONNEL – avant dépréciation des goodwills</b>	<b>3 734</b>	<b>-1 729</b>	
Dépréciation des goodwills	2 000		(2.1.4, 2.1.1)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL – après dépréciation des goodwills</b>	<b>1 734</b>	<b>-1 729</b>	
Produits financiers	1 222	1 300	
Charges financières	-976	-1 551	
Résultat financier	246	-251	(2.12)
Charges d'impôt sur le résultat	-1 229	-81	(2.4, 2.10)
<b>Résultat après impôts</b>	<b>751</b>	<b>-2 061</b>	
<b>Résultat net – part des minoritaires</b>	<b>-9</b>	<b>-1</b>	
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>760</b>	<b>-2 060</b>	
Résultat de la période	760	-2 060	
Nombre d'actions	1 131 480	1 131 480	(2.3)
<b>RESULTAT (de base &amp; dilué) PAR ACTION</b>	<b>0.67</b>	<b>-1.82</b>	

## Etat du résultat global

en K€	30/06/2014	30/06/2013
<b>Résultat net de la période</b>	<b>751</b>	<b>-2 061</b>
• Ecart résultant de la conversion des états financiers d'entités étrangères	216	-440
• Ecart actuariels	-81	210
<b>Résultat global total</b>	<b>886</b>	<b>-2 291</b>
Attribuable :		
- aux minoritaires	-9	-1
- au Groupe	895	-2 290

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capitaux propres – Part du Groupe	Capitaux propres – Part des minoritaires	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31/12/2012</b>	<b>364 709</b>	<b>45</b>	<b>364 754</b>
Écarts de conversion	-665	1	-664
Autres variations	-531	-1	-532
Total des opérations n'affectant pas le résultat	-1 196	-	-1 196
Résultat de l'exercice	4 277	1	4 278
Dividendes	-566		-566
<b>Solde au 31/12/2013</b>	<b>367 224</b>	<b>46</b>	<b>367 270</b>
Écarts de conversion	216		216
Autres variations	-80		-80
Acquisition de Photoweb – intérêts minoritaires		2 211	2 211
Total des opérations n'affectant pas le résultat	136	2 211	2 347
Résultat de l'exercice	760	-9	751
Dividendes *	-566		-566
<b>Solde au 30/06/2014</b>	<b>367 554</b>	<b>2 248</b>	<b>369 802</b>

\* Soit 0,50€par action.

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

La trésorerie d'ouverture et de clôture au tableau des flux de trésorerie se détermine de la manière suivante :

en K€	30/06/2014	31/12/2013	Notes
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	55 870	58 310	(actif)
Découverts bancaires remboursables	-108 182	-58 080	(2.6)
Intérêts courus des dettes financières	-12	-	(2.6)
<b>Trésorerie au tableau de variation des flux de trésorerie</b>	<b>-52 324</b>	<b>230</b>	

Le rapprochement avec la « Partie à court terme des dettes portant intérêt » inscrite au passif est présenté en note 2.6.

## Variation des flux de trésorerie

en K€	30/06/2014	31/12/2013	Notes
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>751</b>	<b>4 278</b>	
Elimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
• Amortissements et provisions	16 775	26 147	(2.1.4 à 2.1.6, 2.5)
• Variation des impôts différés	186	96	(2.4)
• Plus values de cession, nettes d'impôt	-222	60	
• Ecart de conversion	216	-665	
• Autres	-80	-531	
<i>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</i>	<i>17 626</i>	<i>29 385</i>	
• Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-32 542	-720	Bilan
• Variation liée à l'impôt sur les bénéfices	-413	-2 031	
• Impôt sur les bénéfices décaissé		-174	
<b>(1) Flux net de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>-15 329</b>	<b>26 460</b>	
• Acquisitions d'immobilisations	-9 975	-26 489	(2.1.4 à 2.1.6)
• Cessions d'immobilisations	767	3 312	
• Incidence des variations de périmètre - acquisitions	-33 195		
• Incidence des variations de périmètre - cessions			
<b>(2) Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>-42 403</b>	<b>-23 177</b>	
• Dividendes versés	-2 487	-4 313	(Variation des capitaux propres)
• Dividendes reçus	1 921	3 747	
• Emprunts souscrits	9 069	3 413	
• Remboursements d'emprunts	-3 308	-1 349	
• Intérêts payés	-348	-453	
• Intérêts reçus	331	803	
<b>(3) Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>5 178</b>	<b>1 848</b>	
<b>(1+2+3) Total des flux de trésorerie</b>	<b>-52 554</b>	<b>5 131</b>	
Trésorerie d'ouverture	230	-4 901	
Trésorerie de clôture	-52 324	230	
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-52 554</b>	<b>5 131</b>	

## Présentation des états financiers consolidés

### 1- Principes généraux – déclaration de conformité

Les comptes consolidés du Groupe EXACOMPTA CLAIREFONTAINE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 – *Information financière intermédiaire*.

Les états financiers consolidés du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 29 août 2014.

### 2- Adoption des normes internationales

Les résultats comparatifs du 30/06/2013 ont été modifiés suite aux amendements apportés à la norme IAS 19 – *Avantages du personnel*, en raison de son caractère rétrospectif. Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Le résultat net consolidé du 30/06/2013 ressort à -2 061 K€ contre -1 851 K€, montant initialement publié au rapport financier semestriel 2013, soit une diminution de 210 K€.

Les données financières du 30/06/2013 ont été retraitées chaque fois que nécessaire pour assurer la comparabilité entre les exercices.

#### ➤ Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire en 2014 :

- ✗ IFRS 10 – *Etats financiers consolidés*
- ✗ IFRS 11 – *Partenariats*
- ✗ IFRS 12 – *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- ✗ IAS 28 révisée 2011 – *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*
- ✗ Amendements IAS 32 – *Présentation – Compensation d'actifs et de passifs financiers*
- ✗ Amendements IAS 36 – *Dépréciation d'actifs – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers*
- ✗ Amendements IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture*
- ✗ Amendements IFRS 10, 11 et 12 – *Dispositions transitoires*
- ✗ Amendements IFRS 10, 12 et IAS 27 – *Entités d'investissement*

L'adoption de ces normes et amendements n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

Le Groupe n'a anticipé l'application d'aucune norme, amendement ou interprétation.

Les incidences de ces nouveaux textes sont en cours d'évaluation, notamment en ce qui concerne l'interprétation IFRIC 21 – *Taxes*.

➤ Normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

- ✗ IFRS 9 – *Instruments financiers*
- ✗ Amendements IAS 19 – *Avantages du personnel – Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel*
- ✗ Améliorations annuelles – *Cycle 2010-2012*
- ✗ Améliorations annuelles – *Cycle 2011-2013*
- ✗ IFRS 15 – *Produits provenant des contrats avec les clients*
- ✗ Amendements à IFRS 11 – *Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune*
- ✗ Amendements à IAS 16 et 38 – *Clarification sur les modes d'amortissement acceptables*

L'analyse des incidences de l'application de ces nouveaux textes est en cours.

### 3- Bases de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. Elles ont été appliquées d'une manière uniforme à l'ensemble des entités du Groupe Exacompta Clairefontaine.

### 4- Consolidation des filiales

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère, Exacompta Clairefontaine, ainsi que ceux des entités contrôlées par la mère (« les filiales »).

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes de bilan, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra-groupe sont éliminés lors de la consolidation.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe.

Les pertes latentes sont éliminées de la même manière, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

## 5- Monnaies étrangères

Les états financiers individuels de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère. Pour les besoins des états financiers consolidés, le résultat et la situation financière de chaque entité sont exprimés en Euros, qui est la monnaie fonctionnelle de la société Exacompta Clairefontaine et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés au résultat financier selon le cas en produits ou en charges.

Pour chaque entité individuelle exerçant son activité à l'étranger, les actifs et les passifs sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis aux cours de change moyens de l'exercice, ce qui représente une approximation suffisante des cours aux dates de transaction, en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en écart de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

## 6- Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition conformément à IFRS 3 révisée. A la date d'acquisition correspondant à la date de prise de contrôle de l'entreprise, il est procédé à l'évaluation des actifs identifiables acquis et des passifs repris à leur juste valeur.

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif, et évalué comme étant l'excédent  $[a - b]$  entre :

- a) le total constitué de la contrepartie transférée, du montant de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue
- b) le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris

Dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé à des conditions avantageuses, l'acquéreur comptabilise le profit correspondant en résultat à la date d'acquisition.



Un regroupement d'entreprises impliquant des entités sous contrôle commun est un regroupement dans lequel la totalité des entités ou des activités se regroupant sont contrôlées in fine par la même partie, tant avant qu'après le regroupement d'entreprises, et ce contrôle n'est pas temporaire.

En l'absence de dispositions spécifiques dans les normes, le Groupe applique la méthode de la valeur comptable à l'ensemble des opérations impliquant les entités sous contrôle commun.

## 7- Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions détenus par le Groupe sont destinés à être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives.

Le Groupe ne détient pas de bien immobilier significatif entrant dans la catégorie des immeubles de placement. Les installations industrielles et autres équipements sont des actifs détenus dans le cadre des activités de production ou de fourniture de biens et services.

L'ensemble des immobilisations corporelles dont le Groupe est propriétaire est inscrit au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont des actifs destinés à la production comptabilisés au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisation corporelle distincte. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les contrats de location qui ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement.

Les actifs correspondants sont comptabilisés dans les immobilisations à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimums au titre de la location diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur, en contrepartie d'une dette financière. Les paiements minimaux au titre de ces contrats sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location financement, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette financière restant due au passif.

Ces actifs loués sont amortis sur leur durée d'utilité attendue, sur la même base que les actifs détenus.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire et aucune valeur résiduelle n'est retenue. Il est déterminé en fonction de la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle sur les bases suivantes et par an :

- Terrains	non amortis
- Constructions	25 à 40 ans
- Agencements et aménagements	10 à 20 ans
- Installations techniques et équipements	10 à 20 ans
- Autres matériels de bureau et informatique	3 à 10 ans

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles fait l'objet d'une revue lors de chaque arrêté. Le cas échéant, la modification de la durée d'utilité est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

## 8- Immobilisations incorporelles

### Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif.

Lorsque les principes pour la comptabilisation à l'actif de dépenses de développement ne sont pas satisfaits, elles sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'examen des coûts exposés a conduit le Groupe à ne pas activer de dépenses de développement.

### Goodwills

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales. Ils représentent la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets diminués des passifs éventuels identifiables.

Suite à l'application de la norme IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises* à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, le goodwill est déterminé selon les principes exposés au paragraphe 6 ci-avant. Les goodwills antérieurement comptabilisés ne sont pas ajustés.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT qui sont constitués le plus souvent de filiales ou de regroupements de filiales présentant des synergies.

Ces UGT sont largement indépendantes du Groupe consolidé, et leur taille est inférieure aux segments opérationnels tels que définis par la norme IFRS 8 *Secteurs opérationnels*.

Chaque année un test de dépréciation est réalisé sur l'ensemble des unités génératrices de trésorerie porteuses de goodwills, ainsi qu'à chaque arrêté s'il y a une indication que l'unité peut s'être dépréciée, selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés sur une durée moyenne de 5 ans, ils sont actualisés au taux de 8 à 10 % et tiennent compte d'une valeur terminale. Il n'y a pas de variation significative des principales hypothèses clé retenues pour la détermination des flux de trésorerie attendus.

Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à la valeur comptable de l'unité, la perte de valeur est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie puis aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Une perte de valeur pour un goodwill comptabilisée au compte de résultat n'est pas reprise lors d'une période ultérieure.

### Marques

Les marques sont inscrites en tant qu'actifs incorporels et comptabilisées à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. En l'absence de limite prévisible à leur capacité de générer des flux nets de trésorerie, la durée d'utilité des marques exploitées par le Groupe est considérée comme indéfinie.

Elles ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ainsi qu'à chaque arrêté s'il existe un indice de perte de valeur. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés au taux de 8 %.

Les dépenses portant sur des marques générées en interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

#### Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée sur les bases suivantes et par an :

- |  |            |
|--|------------|
| - Brevets, licences et logiciels       | 3 à 8 ans  |
| - Autres immobilisations incorporelles | 5 à 10 ans |

#### 9- Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles (hors goodwill et marques)

A chaque clôture, le Groupe passe en revue les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer la perte de valeur éventuelle.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée suivant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Si la valeur recouvrable est estimée comme étant inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement enregistrée dans les charges au compte de résultat.

Une perte de valeur comptabilisée pour un actif lors d'un exercice antérieur peut être reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

#### 10- Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés sont classés en actifs disponibles à la vente évalués en juste valeur, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres.

Si la juste valeur ne peut être estimée de façon fiable, les participations restent évaluées au coût d'acquisition. Dans le cas d'une dépréciation, la perte de valeur est enregistrée au compte de résultat.

Les créances rattachées aux participations et autres immobilisations financières sont évaluées en juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

## 11- Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont classées dans la catégorie IAS 39 des prêts et créances. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût lors des évaluations ultérieures. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

## 12- Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible entre le coût ou leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le coût comprend les coûts directs de matière première et les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables, encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. En général, le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

### Droits d'émission de gaz à effet de serre

Les filiales papetières du Groupe exercent une activité soumise à la réglementation de l'ordonnance n°2004-330 du 15 avril 2004 portant transposition en droit français, dans le code de l'environnement, de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, adoptée le 13 octobre 2003.

Un quota est une unité de compte représentative de l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone. La période actuelle d'allocation de quotas d'émission de gaz à effet de serre couvre la période 2013-2020.

Les méthodes de comptabilisation appliquées par le Groupe sont celles issues du « Règlement N° 2012-03 du 4 octobre 2012 relatif à la comptabilisation des quotas d'émission de gaz à effet de serre et unités assimilées » adopté par l'Autorité des Normes Comptables.

Dans le cadre de ce règlement, le Groupe applique le modèle Production pour lequel la détention des quotas est liée à un processus de production générant des émissions de gaz à effet de serre. Ils sont utilisés pour se conformer aux obligations de restitution

Les principales caractéristiques de l'application de ce modèle sont les suivantes :

- ✘ Les quotas sont comptabilisés en stocks
  - Les quotas alloués par l'Etat sont comptabilisés pour une valeur nulle. Ils sont suivis en quantité uniquement
  - Les quotas acquis sont enregistrés à leur coût d'acquisition
  
- ✘ Evaluation à la date de clôture
  - Une dépréciation est à comptabiliser lorsque la valeur actuelle du stock est inférieure à sa valeur comptable
  - Les quotas alloués, étant affectés d'une valeur nulle, ne sont pas soumis à une évaluation spécifique

- ✘ La sortie de stock
  - Les quotas sont sortis du stock au fur et à mesure des émissions de CO<sub>2</sub>. Dans le cas de quotas alloués il n'y a pas d'incidence comptable
  - En cas de cession de quotas, les plus-values et moins-values sont comptabilisées en résultat opérationnel
  
- ✘ Les obligations liées aux émissions de gaz à effet de serre
  - L'obligation fondamentale de restitution de quotas de CO<sub>2</sub> en fonction des émissions est inchangée par rapport aux périodes d'allocation précédentes
  - A la clôture de chaque période comptable, si les quotas [alloués + acquis] sont insuffisants pour faire face à l'obligation de restitution, un passif correspondant au montant des quotas manquants à acquérir est comptabilisé

### 13- Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements sont convertibles en un montant de trésorerie connu sous un délai maximal de mobilisation d'une semaine et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les valeurs mobilières de placement sont classées dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction.

Les découverts bancaires remboursables à vue et la part à court terme des comptes courants qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

### 14- Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour limiter son exposition aux risques de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement. Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture (couverture de flux de trésorerie et couverture de juste valeur). Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur par le résultat. Le profit ou la perte résultant des évaluations successives à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat. Les swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés à la juste valeur correspondant au prix qui serait échangé par des parties consentantes et bien informées et dans des conditions de concurrence normale. Elle est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

### 15- Dettes portant intérêt

Tous les instruments financiers sont évalués initialement à leur juste valeur et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le résultat. Les coûts de transaction sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition ou à l'émission d'un instrument financier et n'incluent pas les coûts internes d'administration.

Tous les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

## 16- Avantages du personnel

### Régimes à cotisations définies

Les paiements à un régime à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'elles sont encourues.

### Provisions pour indemnités de départ en retraite

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures.

Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle, et minoré de la juste valeur des actifs du régime. Le taux d'actualisation est déterminé par référence au taux de marché des TMO à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. Les calculs sont effectués selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global conformément aux amendements apportés à la norme IAS 19 – *Avantages du personnel*. Les données financières du 30 juin 2013 ont été retraitées chaque fois que nécessaire pour assurer la comparabilité entre les exercices.

## 17- Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque l'opération a été approuvée par le Groupe et a fait l'objet d'une communication.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

## 18- Produits

### Produits des activités ordinaires

Les ventes de produits et de services sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales et des taxes relatives aux ventes.

Les ventes de biens sont comptabilisées dans le compte de résultat lors de la livraison des biens et du transfert de la propriété à l'acheteur qui en supporte les risques et les avantages.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture, évalué par référence aux travaux effectués.

### Subventions publiques

Les subventions publiques qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de façon systématique en tant que produits dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues.

Les subventions qui couvrent en totalité ou partiellement le coût d'un actif sont déduites de cet actif pour constituer son coût de revient.

La subvention est comptabilisée en produits sur la durée d'utilité de l'actif amortissable par l'intermédiaire d'une réduction de la charge d'amortissement.

### Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – CICE

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été instauré par l'article 66 de la Loi de finances rectificative n° 2012-1510 du 29 décembre 2012.

Il est calculé sur le total des rémunérations versées au titre de l'année civile et le produit est pris en compte au rythme de l'engagement des charges de personnel. Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

## 19- Charges

### Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre d'un contrat de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

Les avantages reçus ou à recevoir pour le locataire sont comptabilisés en résultat selon la même règle d'étalement sur la durée du contrat.

### Résultat financier

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts et les passifs de trésorerie, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments financiers qui sont comptabilisés dans le compte de résultat.

## 20- Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est également comptabilisé en capitaux propres.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) n'est pas qualifiée d'impôt sur le résultat et n'entre pas dans le champ d'application de la norme IAS 12. Les contributions sont enregistrées en charge opérationnelle.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Il est déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- Le goodwill non déductible fiscalement ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises).

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de les régler sur la base de leur montant net.

## 21- Gestion du risque financier

D'une façon générale, le Groupe Exacompta Clairefontaine écarte toute opération financière à caractère complexe. Il reste cependant exposé à certains risques liés à l'utilisation d'instruments financiers dans le cadre de ses activités.

La gestion du risque est assurée par les unités opérationnelles dans le respect de la politique définie au niveau de la Direction générale.

### Risques de marché

L'exposition aux risques de marché consiste essentiellement au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

#### □ Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international. Les risques liés aux transactions commerciales, libellées dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives des entités du Groupe, concernent principalement les achats de matières premières libellés en USD.

Pour gérer ce risque de change, le Groupe couvre environ 50 % des transactions futures anticipées dans cette devise sur les trois mois à venir par des contrats d'options.

Les variations de taux de change n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du 30 juin 2014.



#### □ Risque de taux d'intérêt

Le risque auquel le groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. En conséquence, des swaps de taux d'intérêt sont contractés.

#### Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer ce risque est de s'assurer qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, sans encourir de pertes inacceptables ni porter atteinte à sa réputation.

A cet effet, des financements à court terme (échéances de moins d'un an) sont mis en place pouvant être assurés par des billets de trésorerie rémunérés à taux fixe.

Le Groupe dispose par ailleurs de lignes de tirage couvrant les échéances moyen terme.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

#### □ Créances clients et autres débiteurs

La concentration du risque de crédit n'est pas significative, il est réparti sur un grand nombre de clients. Le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans influence significative sur le risque de crédit.

Le Groupe a mis en place des outils de suivi des encours lui permettant de s'assurer que ses clients ont un historique de risque de crédit approprié. Les clients qui ne satisfont pas aux exigences en matière de solvabilité ne peuvent conclure des transactions avec le groupe que dans le cadre de paiements d'avance. Au surplus, le risque de crédit est limité par la souscription de contrats d'assurance-crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs. Les pertes de valeur correspondent à des pertes spécifiques liées aux risques individualisés.

Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur comptabilisées.

#### □ Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit sur les placements, dépôts à court terme et autres instruments de trésorerie en souscrivant uniquement dans des titres liquides.

Les contreparties étant des banques de premier ordre, le Groupe ne s'attend pas à ce que certaines fassent défaut.

## 22- Information sectorielle

Basés sur l'organisation interne du Groupe, les segments opérationnels pour l'information financière sont définis par pôle de métier.

Les activités principales par pôle de métier sont les suivantes :

- Papier : production, finition et mise en format de papier
- Transformation : façonnage d'articles de papeterie, de bureau et de classement

Les opérations entre les différents pôles de métier sont réalisées à des conditions de marché.

Une information sectorielle par zone géographique est également présentée, ventilée pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle et pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées.

## Notes annexes aux comptes consolidés

### 1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Toutes les sociétés sont consolidées au 30 juin 2014 suivant la méthode de l'intégration globale (I.G.).

Nom	Adresse	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	N° de SIREN
EXACOMPTA CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE			Société mère	505 780 296
A.B.L.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	622 033 124
A.F.A.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	582 090 452
L'AGENDA MODERNE	144, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	552 097 347
CARTOREL	358, Avenue de Paris 79025 NIORT	100	100	I.G.	025 770 470
CFR Ile Napoléon	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	439 721 697
PAPETERIES DE CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE	100	100	I.G.	402 965 297
CLAIREFONTAINE RHODIA	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	339 956 781
CLAIRCELL	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	432 357 358
COGIR	10, rue Beauregard 37110 CHATEAU RENAULT	100	100	I.G.	885 783 159
REGISTRES LE DAUPHIN	27, rue George Sand 38500 VOIRON	100	100	I.G.	055 500 953
MADLY	6, rue Henri Becquerel 69740 GENAS	100	100	I.G.	400 210 449
EVERBAL	2, Route d'Avaux 02190 EVERGNICOURT	100	100	I.G.	542 091 194
EXACOMPTA	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 047 564
FACIMPRIM	15, rue des Ecluses Saint Martin 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 027 665

LALO	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	572 016 814
LAVIGNE	139-175, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY LES MOULINEAUX	100	100	I.G.	332 346 444
PAPETERIE DE MANDEURE	14, rue de la Papeterie 25350 MANDEURE	100	100	I.G.	339 310 807
MANUCLASS	ZI d'Etriché 49500 SEGRE	100	100	I.G.	318 110 665
CLAIRCELL INGENIERIE	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	490 846 763
EDITIONS QUO VADIS	14, rue du Nouveau Bêle 44470 CARQUEFOU	100	100	I.G.	054 807 748
IMPRIMERIE RAYNARD	6, rue de la Peltière – 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE	100	100	I.G.	659 200 786
ROLFAX	ZI route de Montdidier 60120 BRETEUIL	100	100	I.G.	432 030 088
PAPETERIES SILL	Rue du Moulin 62570 WIZERNES	100	100	I.G.	085 650 141
PHOTOWEB	1, rue des Platanes 38120 SAINT-EGREVE	75	75	I.G.	428 083 703
BRAUSE Produktion	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
EXACLAI R GmbH (Allemagne)	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
RODECO	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
MAKANE BOUSKOURA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
CLAIR MAROC	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
PUBLIDAY MULTIDIA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
ERNST STADELMANN	Bahnhofstrasse 8 A – 4070 EFERDING	99	99	I.G.	
EXACLAI R (Espagne)	E – 08110 MONTCADA I REIXAC	100	100	I.G.	
EXACLAI R (Belgique)	18 D, Boulevard Paepsem B – 1070 BRUXELLES	100	100	I.G.	
EXACLAI R Inc (Etats-Unis)	143 west, 29th street USA – NEW YORK	100	100	I.G.	
EXACLAI R Ltd (Grande Bretagne)	Oldmedows Road KING'S LYNN, Norfolk PE30 4LW	100	100	I.G.	
QUO VADIS International Ltd	1055, rue Begin – Ville Saint Laurent QUEBEC H4R 1V8	100	100	I.G.	

EXACLAIR Italia Srl	26 via Ferrante Aporti I – 20125 MILANO	100	100	I.G.	
QUO VADIS Japon Co Ltd	Sangenjaya Combox 4F 1-32-3 Kamjuma Setagaya-Ku, TOKYO	100	100	I.G.	
QUO VADIS Polonia Spzoo	Ul Oeniadeckich 18 60-773 POZNAN	100	100	I.G.	
QUO VADIS Editions Inc	120, Elmview Avenue HAMBURG, NY 14075-3770	100	100	I.G.	
SCHUT PAPIER	Kabeljauw 2 NL – 6866 HEELSUM	100	100	I.G.	

Mouvements affectant le périmètre de consolidation	
Entrées – acquisitions	Sorties
<ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition de 75 % de la société PHOTOWEB le 22 janvier 2014</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Néant</li> </ul>

Les effets des mouvements de périmètre sont détaillés dans les informations sur le bilan et le compte de résultat ci-après.

## **2. INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES**

### **2.1 Actifs non courants**

#### **2.1.1 Immobilisations incorporelles**

##### *Marques*

Dans le poste « concessions, brevets, licences » figurent des marques pour un montant global de 8 655 K€

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée dans les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2014.

## Goodwills

Les principaux goodwills enregistrés concernent 5 filiales au 30 juin 2014.

Un goodwill de 23 682 K€a été enregistré dans les comptes consolidés suite à la prise de contrôle à 75 % de PHOTOWEB en janvier 2014. L'identification des actifs et des passifs relative à cette opération sera finalisée au second semestre.

Une perte de valeur de 2 000 K€a été enregistrée dans les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2014 en application des règles et méthodes décrites au paragraphe 8 de la Présentation des états financiers consolidés.

L'information sectorielle présente la répartition des goodwills par secteurs d'activités et géographiques.

### 2.1.2 Immobilisations corporelles

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles a fait l'objet d'une revue dans le Groupe. Aucune modification de durée d'utilité conduisant à un changement significatif d'estimation comptable n'a été identifiée sur la période.

### Contrats de location financement agrégés dans les tableaux correspondants

en K€	30/06/2014	31/12/2013
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>9 376</b>	<b>10 049</b>
Terrains	5	22
Constructions	689	1 345
Installations techniques, mat et outillages industriels	8 682	8 682
<b>Amortissements</b>	<b>8 720</b>	<b>8 988</b>
Cumulés à l'ouverture	8 988	8 409
Dotation de la période	251	579
Sortie d'immobilisations	-519	0
<b>Emprunts</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 2.1.3 Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés ainsi que les autres titres immobilisés sont maintenus à leur coût à défaut de juste valeur fiable.

Les créances rattachées aux participations et les prêts et autres immobilisations financières sont évaluées au coût amorti. La valeur comptable est égale à la juste valeur.

## 2.1.4 Immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2014, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	13 666	25 742	3 589	42 997
Acquisitions		235	115	350
Cessions		-49		-49
Variations de périmètre	23 682	245		23 927
Ecarts de conversion		3	8	11
Transferts et autres mouvements	1	782	-669	114
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>37 349</b>	<b>26 958</b>	<b>3 043</b>	<b>67 350</b>
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	3 116	13 651	1 508	18 275
Cessions		-22		-22
Variations de périmètre		157		157
Amortissements		790	169	959
Dépréciations	2 000			2 000
Reprises				
Ecarts de conversion		3	5	8
Transferts et autres mouvements				
<b>Amortissements et dépréciations à la clôture</b>	<b>5 116</b>	<b>14 579</b>	<b>1 682</b>	<b>21 377</b>
<b>Valeur nette comptable à l'ouverture</b>	<b>10 550</b>	<b>12 061</b>	<b>2 111</b>	<b>24 722</b>
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>32 233</b>	<b>12 379</b>	<b>1 361</b>	<b>45 973</b>

Au 31 décembre 2013, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	13 676	27 543	1 606	42 825
Acquisitions		484	1 914	2 398
Cessions		-281	-5	-286
Variations de périmètre				
Ecarts de conversion		-12	-33	-45
Transferts et autres mouvements	-10	-1 992	107	-1 895
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>13 666</b>	<b>25 742</b>	<b>3 589</b>	<b>42 997</b>
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	3 056	12 353	1 461	16 870
Cessions		-281	-5	-286
Variations de périmètre				
Amortissements		1 590	135	1 725
Dépréciations	70			70
Reprises			-61	-61
Ecarts de conversion		-11	-22	-33
Transferts et autres mouvements	-10			-10
<b>Amortissements et dépréciations à la clôture</b>	<b>3 116</b>	<b>13 651</b>	<b>1 508</b>	<b>18 275</b>
<b>Valeur nette comptable à l'ouverture</b>	<b>10 620</b>	<b>15 190</b>	<b>145</b>	<b>25 955</b>
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>10 550</b>	<b>12 061</b>	<b>2 111</b>	<b>24 722</b>

## 2.1.5 Immobilisations corporelles

Au 30 juin 2014, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	132 680	399 228	30 306	6 383	568 597
Acquisitions	1 615	2 478	1 034	2 046	7 173
Cessions	-686	-1 929	-252		-2 867
Variations de périmètre	857	6 787	3 116	7 615	18 375
Ecart de conversion	176	356	40		572
Transferts et autres mouvements	9 798	2 315	182	-12 408	-113
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>144 440</b>	<b>409 235</b>	<b>34 426</b>	<b>3 636</b>	<b>591 737</b>
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	72 590	258 293	25 046	0	355 929
Cessions	-524	-1 727	-219		-2 470
Variations de périmètre	13	4 217	2 622		6 852
Amortissements	2 132	9 460	1 027		12 619
Dépréciations					
Reprises					
Ecart de conversion	72	305	38		415
Transferts et autres mouvements					
<b>Amortissements et dépréciations à la clôture</b>	<b>74 283</b>	<b>270 548</b>	<b>28 514</b>	<b>0</b>	<b>373 345</b>
<b>Valeur nette comptable à l'ouverture</b>	<b>60 090</b>	<b>140 935</b>	<b>5 260</b>	<b>6 383</b>	<b>212 668</b>
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>70 157</b>	<b>138 687</b>	<b>5 912</b>	<b>3 636</b>	<b>218 392</b>

Au 31 décembre 2013, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	127 958	387 021	29 853	5 324	550 156
Acquisitions	4 404	13 217	1 464	5 161	24 246
Cessions	-226	-3 659	-929		-4 814
Variations de périmètre					
Ecart de conversion	-208	-310	-106	-8	-632
Transferts et autres mouvements	752	2 959	24	-4 094	-359
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>132 680</b>	<b>399 228</b>	<b>30 306</b>	<b>6 383</b>	<b>568 597</b>
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	68 788	243 858	24 376	0	337 022
Cessions	-183	-2 919	-910		-4 012
Variations de périmètre					
Amortissements	4 064	17 761	1 715		23 540
Dépréciations					
Reprises			-53		-53
Ecart de conversion	-79	-266	-82		-427
Transferts et autres mouvements		-141			-141
<b>Amortissements et dépréciations à la clôture</b>	<b>72 590</b>	<b>258 293</b>	<b>25 046</b>	<b>0</b>	<b>355 929</b>
<b>Valeur nette comptable à l'ouverture</b>	<b>59 170</b>	<b>143 163</b>	<b>5 477</b>	<b>5 324</b>	<b>213 134</b>
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>60 090</b>	<b>140 935</b>	<b>5 260</b>	<b>6 383</b>	<b>212 668</b>



## 2.1.6 Actifs financiers

Au 30 juin 2014, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 840	0	883	1 349	4 072
Acquisitions	250		13	2 022	2 285
Cessions					
Variations de périmètre				112	112
Ecarts de conversion				6	6
Transferts et autres mouvements			-34	-86	-120
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>2 090</b>	<b>0</b>	<b>862</b>	<b>3 403</b>	<b>6 355</b>
Dépréciations à l'ouverture	1 177	0	0	24	1 201
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre					
Dépréciations	42				42
Reprises					
Ecarts de conversion					
Transferts et autres mouvements					
<b>Dépréciations à la clôture</b>	<b>1 219</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>24</b>	<b>1 243</b>
<b>Valeur nette comptable à l'ouverture</b>	<b>663</b>	<b>0</b>	<b>883</b>	<b>1 325</b>	<b>2 871</b>
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>871</b>	<b>0</b>	<b>862</b>	<b>3 379</b>	<b>5 112</b>

Au 31 décembre 2013, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 840	0	842	1 795	4 477
Acquisitions			81	21	102
Cessions				-2	-2
Variations de périmètre					
Ecarts de conversion				-40	-40
Transferts et autres mouvements			-40	-425	-465
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>1 840</b>	<b>0</b>	<b>883</b>	<b>1 349</b>	<b>4 072</b>
Dépréciations à l'ouverture	1 092	0	0	26	1 118
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre					
Dépréciations	85				85
Reprises				-2	-2
Ecarts de conversion					
Transferts et autres mouvements					
<b>Dépréciations à la clôture</b>	<b>1 177</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>24</b>	<b>1 201</b>
<b>Valeur nette comptable à l'ouverture</b>	<b>748</b>	<b>0</b>	<b>842</b>	<b>1 769</b>	<b>3 359</b>
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>663</b>	<b>0</b>	<b>883</b>	<b>1 325</b>	<b>2 871</b>

Les autres créances sont principalement composées de dépôts et cautionnements qui s'élèvent à 2 850 K€ au 30 juin 2014 contre 801 K€ au 31 décembre 2013.

## 2.1.7 Tableau des échéances des autres actifs financiers

Au 30 juin 2014, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	53	123	686	862
Autres immobilisations financières	1 644	1 002	757	3 403
<b>Immobilisations et créances financières</b>	<b>1 697</b>	<b>1 125</b>	<b>1 443</b>	<b>4 265</b>

Au 31 décembre 2013, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	78	160	645	883
Autres immobilisations financières	391		958	1 349
<b>Immobilisations et créances financières</b>	<b>469</b>	<b>160</b>	<b>1 603</b>	<b>2 232</b>

## 2.2 Actifs courants

### 2.2.1 Stocks par nature

Au 30 juin 2014, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	58 104	17 307	99 895	175 306
Variation	-1 294	1 452	13 505	13 663
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>56 810</b>	<b>18 759</b>	<b>113 400</b>	<b>188 969</b>
Dépréciations à l'ouverture	5 003	816	5 255	11 074
Dotations	3 393	469	2 318	6 180
Reprises	-3 385	-633	-2 310	-6 328
Ecarts de conversion et autres mouvements	2		-1	1
<b>Dépréciations à la clôture</b>	<b>5 013</b>	<b>652</b>	<b>5 262</b>	<b>10 927</b>
<b>Valeur nette comptable à l'ouverture</b>	<b>53 101</b>	<b>16 491</b>	<b>94 640</b>	<b>164 232</b>
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>51 797</b>	<b>18 107</b>	<b>108 138</b>	<b>178 042</b>

Au 31 décembre 2013, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	55 599	16 916	105 350	177 865
Variation	2 505	391	-5 455	-2 559
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>58 104</b>	<b>17 307</b>	<b>99 895</b>	<b>175 306</b>
Dépréciations à l'ouverture	4 767	667	5 370	10 804
Dotations	4 858	763	4 846	10 467
Reprises	-4 620	-614	-4 951	-10 185
Ecarts de conversion et autres mouvements	-2		-10	-12
<b>Dépréciations à la clôture</b>	<b>5 003</b>	<b>816</b>	<b>5 255</b>	<b>11 074</b>
<b>Valeur nette comptable à l'ouverture</b>	<b>50 832</b>	<b>16 249</b>	<b>99 980</b>	<b>167 061</b>
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>53 101</b>	<b>16 491</b>	<b>94 640</b>	<b>164 232</b>

## 2.2.2 Dépréciation des autres actifs courants

en K€	Dépréciations à l'ouverture	Dotations	Reprises	Autres variations	Dépréciations à la clôture
Créances clients	3 312	620	-530	1	3 403
Autres créances	177				177
<b>Total</b>	<b>3 489</b>	<b>620</b>	<b>-530</b>	<b>1</b>	<b>3 580</b>

## Tableau des échéances des créances clients et autres créances

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Clients et comptes rattachés	130 260	1 134		131 394
Créances fiscales et sociales	10 168			10 168
Comptes courants débiteurs	175			175
Débiteurs divers	2 266			2 266
	<b>142 869</b>	<b>1 134</b>		<b>144 003</b>
Dépréciation				-3 580
<b>Actifs financiers</b>				<b>140 423</b>

  

Charges constatées d'avance	3 348
<b>Créances clients et autres créances au bilan</b>	<b>143 771</b>

## 2.2.3 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont des actifs détenus à des fins de transaction. La valeur au bilan, soit 33 245 K€, correspond à la valeur de marché au 30 juin 2014. La valeur comptable est égale à la juste valeur.

## 2.3 Capitaux propres

Le capital de la société mère est composé de 1 131 480 actions de 4 Euros, soit 4 525 920 € sans variation sur l'exercice. Un droit de vote double est attribué à chaque action entièrement libérée pour laquelle est justifiée une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Aucune politique particulière de gestion du capital n'est mise en œuvre par le Groupe.

Les ETABLISSEMENTS CHARLES NUSSE détiennent 80,46 % du capital.

## 2.4 Impôts différés

Les principaux retraitements source d'imposition différée concernent les provisions réglementées, les crédits baux, les subventions publiques, les marques, les profits internes sur stocks et des provisions.

La variation des impôts différés au bilan s'élève à -135 K€(diminution de l'impôt différé passif net).

Au compte de résultat :

- La variation de l'impôt différé enregistrée dans le résultat net s'élève à +17 K€(charge d'impôt différé).
- La variation de l'impôt différé enregistrée dans le résultat global s'élève à -39 K€au titre du retraitement des écarts actuariels de IAS 19R.

La preuve d'impôt est présentée au paragraphe 2.10.

### Tableau de variation des impôts différés

en K€	A la clôture	A l'ouverture	Variation
Impôts différés actifs	898	577	321
Impôts différés passifs	29 976	29 790	186
<b>Impôt différé net</b>	<b>29 078</b>	<b>29 213</b>	<b>-135</b>

## 2.5 Provisions

Les provisions se répartissent de la manière suivante :

en K€	Provisions à l'ouverture	Dotations	Reprises	Provisions non utilisées	Autres variations	Provisions à la clôture
Provisions pour pensions et obligations similaires	17 613	1 358	-590	-442	193	18 132
Autres provisions non courantes	0					0
<b>Provisions non courantes</b>	<b>17 613</b>	<b>1 358</b>	<b>-590</b>	<b>-442</b>	<b>193</b>	<b>18 132</b>
Provisions pour risques	3 080	797	-116	-67	41	3 735
Autres provisions pour charges	197		-19			178
<b>Provisions courantes</b>	<b>3 277</b>	<b>797</b>	<b>-135</b>	<b>-67</b>	<b>41</b>	<b>3 913</b>

Les autres variations des provisions pour pensions et obligations similaires correspondent à hauteur de 116 K€aux écarts actuariels inscrits dans le résultat global soit 77 K€net d'impôt.

Les provisions pour pensions et obligations similaires comprennent essentiellement les indemnités de départ en retraite et sont calculées à chaque clôture.

Elles sont évaluées, charges sociales incluses, avec les principaux paramètres suivants :

- probabilité de prise de retraite dans l'entreprise, turnover, mortalité
- évolution des salaires
- actualisation du montant obtenu au taux de 2,73 %

Les montants versés à des organismes d'assurance sont déduits de la provision.

#### Variation nette de la provision pour pensions et obligations similaires

en K€	30/06/2014	31/12/2013
<b>Engagement à l'ouverture</b>	<b>17 613</b>	<b>16 746</b>
Coût des services rendus	912	1 139
Coût financier	459	484
Mouvements de l'exercice	-968	-1 553
→ <i>Dont nouvelles entrées</i>	118	62
→ <i>Dont sorties de l'exercice</i>	-1 086	-1 615
<b>Engagement hors écarts actuariels</b>	<b>18 016</b>	<b>16 816</b>
Ecarts actuariels dans le résultat global	116	797
<b>Engagement à la clôture</b>	<b>18 132</b>	<b>17 613</b>

L'engagement comptabilisé couvre les obligations au titre du régime applicable aux sociétés françaises pour 14 848 K€ et des régimes applicables aux sociétés étrangères pour 3 284 K€

## 2.6 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

#### Tableau du risque de liquidité

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Emprunts auprès des Ets de Crédit	756	3 141	2 362	6 259
Dettes financières diverses	2 148	3 012	38	5 198
Concours bancaires	100 278			100 278
<b><i>Sous total</i></b>	<b>103 182</b>	<b>6 153</b>	<b>2 400</b>	<b>111 735</b>
Comptes courants créditeurs	5 000			5 000
Intérêts courus	12			12
<b>Total</b>	<b>108 194</b>	<b>6 153</b>	<b>2 400</b>	<b>116 747</b>
<i>Intérêts estimés jusqu'à l'échéance</i>				615

- Dont dettes courantes 108 194 K€
- Dont dettes non courantes 8 553 K€

Toutes les opérations de financement tant à court terme qu'à moyen et long terme sont indexées sur l'Euribor. Le coût d'engagement des lignes de tirage se situe en moyenne à 0,25 %. L'utilisation est soumise à une marge variable négociée sur la base du montant et de l'échéance de chaque ligne. La juste valeur des dettes financières est égale à la valeur comptable.

## 2.7 Programmes d'émissions & instruments financiers

### Billets de trésorerie

Le financement des besoins court terme est couvert par des billets de trésorerie émis par Exacompta Clairefontaine. Ils sont rémunérés à un taux fixe déterminé au moment de l'émission et ont une durée maximale de 365 jours.

Le montant enregistré dans le poste « Partie à court terme des dettes portant intérêt » s'élève à 80 000 K€ à la clôture pour un plafond d'encours autorisé de 125 000 K€

### Lignes de tirage

Elles sont négociées auprès de plusieurs banques pour un montant total de 117 000 K€ et couvrent des échéances d'une durée maximale de 4 ans. Les tirages ont une durée comprise entre une semaine et six mois. Le montant enregistré dans le poste « Partie à court terme des dettes portant intérêt » s'élève à 15 000 K€ au 30 juin 2014. Les covenants liés sont sans effet sur les comptes de l'exercice.

Les financements long terme font l'objet d'emprunts négociés.

### Instruments financiers

Le groupe utilise des produits dérivés principalement pour faire face aux risques de taux. Quant aux opérations relatives à la couverture contre les risques de change, elles sont non significatives.

La juste valeur des instruments financiers est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

La variation de juste valeur comptabilisée dans les produits s'élève à 89 K€

### Risques de taux d'intérêts

Afin de se protéger contre les variations de taux d'intérêts, le groupe a mis en place des couvertures sous forme de contrats d'échange de taux Swap.

Les types d'instruments qui peuvent être utilisés, ainsi que les niveaux de risques maximaux encourus sont déterminés par la direction générale. Le risque est contrôlé quotidiennement. Une variation des taux d'intérêt de 1 point (100 points de base bancaire) aurait un impact de 981 K€ sur le résultat au 30 juin 2014.

### Portefeuille d'instruments financiers

Maturité résiduelle en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Swaps de taux	3 819	3 158	0	6 977

Les montants du portefeuille sont exprimés en notionnel courant.

## 2.8 Autres dettes courantes

en K€	30/06/2014	31/12/2013
Avances et acomptes reçus	2 032	501
Dettes fiscales et sociales	40 315	32 679
Fournisseurs d'immobilisations	1 890	3 038
Dettes diverses	13 570	10 861
Produits constatés d'avance	446	379
Instruments financiers dérivés	235	324
<b>Total</b>	<b>58 488</b>	<b>47 782</b>

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur.

## 2.9 Engagements hors bilan

### ➤ Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre est dans sa troisième période qui s'étendra de 2013 à 2020.

Les principes appliqués par le groupe sont décrits dans la note 12 de présentation des états financiers consolidés.

Il n'y a pas d'engagement valorisable, les quotas attribués à titre gratuit n'étant soumis qu'à un suivi quantitatif.

L'Arrêté du 24 janvier 2014 fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020 a été publié au Journal Officiel du 14 février 2014.

Les quantités allouées pour 2014 s'élèvent à 72 436 tonnes. Le Groupe n'a pas acquis de quotas sur le marché.

### ➤ Cautions et garanties

Exacompta Clairefontaine est caution solidaire au bénéfice de la société Exeltium pour toutes les obligations de paiement au titre des achats de blocs d'énergie électrique souscrits par Papeteries de Clairefontaine.

## 2.10 Impôt sur les bénéfices – Preuve d’impôt

en K€	30/06/2014	30/06/2013
Résultat de l'ensemble consolidé hors dépréciation des goodwill	751	-2 061
Dépréciation des goodwill	2 000	–
Impôts sur les bénéfices	1 212	-15
Impôts différés	17	96
<b>Base fiscale consolidée</b>	<b>3 980</b>	<b>-1 980</b>
Taux d'impôt en vigueur Sté mère	33.33 %	33.33 %
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>1 327</b>	<b>-660</b>
Actifs d'impôts non retenus sur les sociétés étrangères	461	541
Différences de taux d'imposition	-104	164
Décalage d'imposition	-414	-254
Débets et crédits d'impôt	-41	291
Autres impacts		-1
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>1 229</b>	<b>81</b>

Impôts sur les bénéfices	1 212	-15
Impôts différés	17	96
<b>Charge d'impôt dans les comptes consolidés à la clôture</b>	<b>1 229</b>	<b>81</b>

## 2.11 Effectif du groupe et avantages au personnel

Effectif moyen	30/06/2014	30/06/2013
Cadres	490	466
Employés	890	760
Ouvriers et autres salariés	1 849	1 917
<b>Total</b>	<b>3 229</b>	<b>3 143</b>

Charges comptabilisées au titre des régimes à cotisations définies (en K€)	20 479	20 386
--	--------	--------

La société Photoweb a un effectif de 135 salariés au 30 juin 2014. Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel et s'élève à 1 743 K€ au 1<sup>er</sup> semestre 2014.



## 2.12 Produits et charges financiers

en K€	30/06/2014	30/06/2013
Participations & produits des autres immos financières	5	6
Revenus des autres créances et VMP	331	460
Autres produits financiers	84	75
Instruments financiers – variation de juste valeur	89	220
Reprises sur provisions et dépréciations		2
Différences de change	693	524
Produits nets sur cession de VMP	20	13
<b>Total des produits financiers</b>	<b>1 222</b>	<b>1 300</b>
Dotation aux provisions et dépréciations	42	42
Intérêts et charges financiers	348	214
Différences de change	456	1 102
Autres charges financières	130	193
<b>Total des charges financières</b>	<b>976</b>	<b>1 551</b>

## 2.13 Parties liées

- Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le groupe avec les Etablissements Charles Nusse.

en K€	30/06/2014	31/12/2013
<b><u>Bilan</u></b>		
Partie à court terme des dettes portant intérêt : compte courant	5 000	–
<b><u>Compte de résultat</u></b>		
Charges financières	5	–
Redevances	569	1 135
Locations	2 586	5 734

Les sociétés du Groupe bénéficient de l'animation effectuée par les Etablissements Charles Nusse et versent une redevance égale à 0,6 % de la valeur ajoutée de l'exercice précédent.

➤ Rémunération des organes d'administration et de direction :

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toutes natures perçues par l'ensemble des dirigeants du Groupe s'élève à 937 K€

Il n'y a pas d'autres avantages alloués aux dirigeants du Groupe.

Le montant total des jetons de présence partagés par les administrateurs s'élève à 60 K€ en 2014, dans le cadre de la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2014.

### **3. INFORMATION SECTORIELLE**

Cadrage avec le bilan consolidé :

- Les autres actifs affectés regroupent les stocks et les acomptes versés
- Les actifs non affectés sont constitués des créances d'impôt et des impôts différés actifs

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2014

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

*Compte de résultat sectoriel*

Chiffre d'affaires	135 750	194 180	-64 381	265 549
Amortissements nets des reprises	5 925	7 653		13 578
Dépréciations et provisions	548	316		864
Résultat opérationnel (hors goodwill)	7 092	-3 136	-222	3 734
Dépréciation des goodwill		2 000		2 000

*Actifs sectoriels*

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	109 953	122 179		232 132
<i>Dont investissements</i>	1 634	5 889		7 523
Goodwills		32 233		32 233
Créances client	46 084	116 653	-34 746	127 991
Autres créances	3 754	12 153	-127	15 780
<i>Total au bilan</i>	49 838	128 806	-34 873	143 771
Autres actifs affectés	53 089	129 093	-2 312	179 870
<i>Actifs non affectés</i>				4 320
Total des actifs	212 880	412 311	-37 185	592 326

*Passifs sectoriels*

Provisions courantes	1 772	2 141		3 913
Dettes fournisseur	22 763	68 220	-34 733	56 250
Autres dettes	21 487	37 190	-188	58 488
<i>Passifs non affectés</i>				0
Total des passifs	46 021	107 551	-34 921	118 651

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2014

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	171 840	80 346	13 363	265 549
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	215 354	8 818	7 960	232 132
<i>Dont investissements</i>	6 552	500	471	7 523
Goodwills	32 233			32 233
Créances client	111 099	14 122	2 770	127 991
Autres créances	12 565	757	2 458	15 780
<i>Total au bilan</i>	123 664	14 879	5 228	143 771
Autres actifs affectés	164 906	7 725	7 239	179 870
<i>Actifs non affectés</i>				4 320
Total des actifs	536 157	31 422	20 427	592 326

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2013

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

*Compte de résultat sectoriel*

Chiffre d'affaires	134 232	185 719	-65 823	254 128
Amortissements nets des reprises	5 859	6 702		12 561
Dépréciations et provisions	272	-557		-285
Résultat opérationnel (hors goodwill)	3 253	-4 810	-172	-1 729
Dépréciation des goodwill				

*Actifs sectoriels*

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	115 833	113 154		228 987
<i>Dont investissements</i>	10 208	5 333		15 541
Goodwills		10 620		10 620
Créances client	46 290	115 648	-33 292	128 646
Autres créances	3 787	11 026	-198	14 615
<i>Total au bilan</i>	50 077	126 674	-33 490	143 261
Autres actifs affectés	54 656	136 324	-2 400	188 580
<i>Actifs non affectés</i>				2 093
Total des actifs	220 566	386 772	-35 890	573 541

*Passifs sectoriels*

Provisions courantes	1 507	1 994		3 501
Dettes fournisseur	23 098	66 391	-33 270	56 219
Autres dettes	23 502	35 751	-287	58 966
<i>Passifs non affectés</i>				0
Total des passifs	48 107	104 136	-33 557	118 686

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2013

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	163 333	76 675	14 120	254 128
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	212 942	8 549	7 496	228 987
<i>Dont investissements</i>	12 935	1 203	1 403	15 541
Goodwills	10 620			10 620
Créances client	111 781	14 242	2 623	128 646
Autres créances	11 859	639	2 117	14 615
<i>Total au bilan</i>	123 640	14 881	4 740	143 261
Autres actifs affectés	172 057	8 556	7 967	188 580
<i>Actifs non affectés</i>				2 093
Total des actifs	519 259	31 986	20 203	573 541

# Exacompta Clairefontaine S.A.

## Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean Marie Nusse  
Directeur Général Délégué

# Exacompta Clairefontaine S.A.

Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur l'information financière semestrielle

**SEREC AUDIT**  
70 bis, rue Mademoiselle  
75015 PARIS

---

**BATT AUDIT**  
25, rue du Bois de Champelle  
54500 VANDŒUVRE-LES-NANCY

---

**EXACOMPTA CLAIREFONTAINE**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE  
AU 30 JUIN 2014**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société **EXACOMPTA CLAIREFONTAINE**, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris, le 29 août 2014

Les Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT

BATT AUDIT

**Dominique GAYNO**

**Jéhanne GARRAIT**